

solution au ministère de l'Industrie et du Commerce.

• (4.40 p.m.)

L'ancien ministre, aujourd'hui président du Conseil du Trésor, a longuement expliqué à la Chambre quel merveilleux ministère allait devenir le ministère de l'Industrie. Il nous a dit que, l'an dernier, la plupart du temps avait été consacrée à recruter du personnel et à adopter des politiques et des programmes, mais toute l'idée avait pour but d'accroître la productivité au Canada. Il est juste de dire, je pense, que la productivité au Canada ne s'est pas accrue au même rythme que celle d'autres pays. Malgré toutes les dépenses affectées à l'embauchage d'experts de l'extérieur, le ministère ne peut encore prouver que la productivité s'est accrue au Canada au même rythme que dans d'autres pays. Ce ministère n'a pas donc pas réalisé les résultats promis dans le domaine de l'industrie.

Nous avons vu de nombreux exemples de double emploi et de chevauchement. Le ministère de l'Industrie a envoyé à l'étranger des missions commerciales qui en ont rencontré d'autres du ministère du Commerce. Bien sûr, il s'agissait de missions différentes, mais il y avait un certain chevauchement. Ces missions commerciales représentaient, pour bon nombre de personnes, de beaux voyages, mais comportaient beaucoup de chevauchement et de dépenses. Le ministère de l'Industrie a commencé à s'ingérer dans les affaires du ministère de l'Agriculture en s'infiltrant dans les entreprises de bleuettières en Nouvelle-Écosse. Ces entreprises relevaient du ministère de l'Agriculture, mais l'autre s'y est infiltré. Le ministère de l'Industrie s'est trouvé mêlé aux affaires d'autres ministères, notamment du ministère du Travail et du ministère du Commerce. Toute la situation est devenue confuse.

Le ministère de l'Industrie sera maintenant fusionné avec le ministère du Commerce, me dit-on, et ces difficultés disparaîtront. J'espère que le personnel fusionné du ministère de l'Industrie et du Commerce ne dépassera pas les cadres actuels et qu'il sera mis fin à une bonne partie de ce gaspillage et de ces extravagances. Je devrais mentionner aussi que les programmes pour l'avancement de la technologie industrielle (PATI) et des prêts d'aide générale se rapportant à la négociation Kennedy ont représenté d'excellents projets. Je trouve que l'industrie a reçu beaucoup d'aide à l'égard de ses différents problèmes dans ce domaine. Le ministère a fait du bon travail qu'aurait pu faire cependant le ministère du Commerce. Nous n'avions pas besoin du ministère de l'Industrie.

Le ministre n'a pas parlé des subventions qui d'après le Livre bleu de cette année se sont élevées pour ce ministère à près de deux millions de dollars. Une bonne partie de ces subventions sont affectées à la recherche scientifique. Où allons-nous dans ce domaine? Pourquoi l'aide est-elle donnée par ce ministère plutôt que par le secrétariat ou le conseil qui dirige l'activité gouvernementale en recherche scientifique? L'octroi de subventions aux diverses universités provoque souvent des chevauchements; il y a subvention pour ceci, subvention pour cela, dans le domaine des sciences. Il faudrait qu'elles émanent d'un seul bureau central.

Le ministre n'a pas mentionné l'établissement d'une association nationale des normes. Je me suis trouvé à lire dans le *Journal d'Ottawa* du 11 octobre que le gouvernement prenait des mesures pour établir des normes pour les produits. D'après l'article, le gouvernement fédéral était en train de préparer une mesure législative tendant à la création d'un conseil de coordination nationale de normes sur les dimensions, la forme et la qualité générale de produits canadiens. Sauf erreur, ce conseil compterait un personnel à peu près complet et fonctionnerait déjà. Un de ces jours, le ministre viendra demander à la Chambre d'adopter une mesure tendant à la création du conseil; pourtant, il est déjà en fonction. On disait dans l'article que les hauts fonctionnaires espéraient voir le Conseil décoller dans les douze mois, mais que pour cela il faudrait présenter une mesure au Parlement au début de 1969. Pourquoi mettre la charrue devant les bœufs? Pourquoi le gouvernement ne présente-t-il pas une mesure à la Chambre pour voir si nous approuvons ou non la création d'un conseil national des normes pour les produits? Si la Chambre est d'accord, c'est parfait et le gouvernement peut créer cet organisme. D'autre part, le gouvernement ne devrait pas nous demander \$80,000 par les prévisions budgétaires pour établir le conseil et ensuite revenir nous demander d'adopter une mesure législative en approuvant la création.

Nous avons vu ce genre de chose trop souvent. Nous avons eu des ministères et des ministres instantanés. Je n'ai pas d'objection au café ou au thé instantanés, mais je n'aime pas les ministères instantanés. Nous avons eu d'autres exemples de cette façon de procéder. De fait, nous étudions les prévisions budgétaires inscrites au Livre bleu sous la rubrique «ministère de l'Industrie et du Commerce»; pourtant, aucun ministère de ce nom n'existe en ce moment. Je dis ceci au ministre et aux membres du gouvernement: Présentez une mesure législative pour que nous puissions